

La Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine doivent poursuivre leurs réformes et la Russie doit arrêter d'interférer, demandent les députés

La Russie doit arrêter de s'impliquer directement ou indirectement dans les conflits en Géorgie, Moldavie et Ukraine, et d'interférer avec leurs aspirations européennes, affirme une résolution sur les progrès de réformes. Un an après la ratification des trois accords d'association et de libre-échange approfondi et complet avec l'UE, les députés mentionnent les réformes qui doivent encore être adoptées et prennent acte du référendum néerlandais du 6 avril sur l'accord UE-Ukraine.

Dans une résolution, adoptée à main levée ce jeudi, saluant les progrès de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Ukraine, qui ont "choisi la voie d'une intégration politique et économique plus étroite avec l'Union européenne", les députés demandent à la Russie de mettre un terme à son intervention directe ou indirecte dans les conflits sur ces territoires, notamment son occupation en Crimée.

Ils soulignent qu'au cours des 12 premiers mois, les exportations de la Géorgie vers l'UE ont augmenté de 15% et celles de la Moldavie de 62%. Ils s'attendent à une croissance similaire pour les exportations ukrainiennes.

Le Parlement fait également remarquer que le soutien financier de l'Union européenne est subordonné à des progrès de réformes concrets.

Géorgie: indépendance des médias et des tribunaux

Les députés sont préoccupés par l'indépendance du système judiciaire et les menaces possibles au pluralisme des médias en Géorgie, faisant par exemple référence au procès à l'encontre du propriétaire de la société de radiodiffusion "Rustavi 2". Ils soutiennent l'idée d'envoyer une mission d'experts de l'UE pour superviser l'affaire.

Par ailleurs, le Parlement critique les "critères flous" selon lesquels les procureurs et enquêteurs sont nommés, ainsi que les "pressions illicites" exercées sur les juges de la Cour constitutionnelles de Géorgie, une pression reconnue par la commission de Venise du Conseil de l'Europe.

Moldavie: le nouveau gouvernement doit tenir ses engagements

Les députés saluent le gouvernement moldave nouvellement approuvé, qui prend actuellement ses fonctions après plus d'un an d'impasse due à l'"instabilité politique systémique". Ils déplorent cependant le vol d'un milliard d'euros, qui a disparu du système bancaire, et demandent instamment de traduire les responsables en justice.

Ukraine: ombre de la Russie, corruption et référendum néerlandais

Les députés condamnent la suspension par la Russie de son accord de libre-échange avec l'Ukraine au moment même où l'accord de libre-échange UE-Ukraine est entré en vigueur. Ils déplorent les "lourdes restrictions commerciales" aux exportations ukrainiennes vers la Russie et s'inquiètent de la paralysie économique et financière de l'Ukraine. Ils rappellent aussi la nécessité d'une aide financière supplémentaire de l'Union au pays. De plus, ils demandent aux États membres d'éviter la construction de nouveaux gazoducs à partir de la Russie et contournant l'Ukraine, comme le "Nord Stream II".

Les députés attendent des dirigeants ukrainiens qu'ils respectent leurs engagements en matière de lutte contre la corruption "endémique" qui, à leurs yeux, constitue le plus grand obstacle à l'effort de réforme.

Par ailleurs, le Parlement prend acte du prochain référendum néerlandais sur l'accord d'association UE-Ukraine et "espère que le peuple néerlandais décidera en tenant compte des avantages de l'accord et de ses effets tangibles sur l'Union européenne et sur les Pays-Bas en particulier".

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

[Texte adopté \(disponible en cliquant à la date du 21.01.2016\)](#)

[Vidéo extrait du débat sur l'accord de libre échange avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine](#)
[Etude EPRS: Géorgie](#)

[Etude EPRS: Moldavie](#)

[Etude EPRS: Ukraine](#)

Contacts

Agnese KRIVADE

COMM - PRESS

☎ (+32) 2 28 43562 (BXL)

☎ (+33) 3 881 73612 (STR)

📱 (+32) 498 98 39 83

🐦 @EP_Trade

✉ inta-press@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

COMM

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu
